

Bernard Perret (*) Développement durable : retrouver le sens de l'utopie

Démocratie (MOC), 1^{er} oct.2009

Nous sommes tous légitimement préoccupés par la crise économique et ses conséquences sociales. Mais le plus grave, à moyen terme, reste la crise écologique. La conjonction de ces deux crises nous laisse désarmés : il semble bien difficile de tenir compte à la fois du court et du long terme. Nous sommes pris dans des contradictions dont il semble impossible de sortir. Même quand nous voulons faire une relance « verte », cela passe par la mise à la casse de milliers d'automobiles : ce n'est pas une bonne pédagogie pour quitter le « tout jetable » et inciter les gens aux transports en commun.

Les crises économiques et écologiques ne sont pourtant pas sans liens. La récession n'est pas le résultat d'un dérèglement passager du système financier, mais le symptôme d'un épuisement de notre modèle de croissance. On a voulu maintenir coûte que coûte dans le circuit de la consommation marchande des ménages qu'on a laissé s'appauvrir au fil des années, à cause notamment du caractère de plus en plus inégalitaire de notre économie postindustrielle et globalisée. Et le moyen magique qui permet de surmonter temporairement cette contradiction, c'est l'endettement. La crise révèle au grand jour ce dont chacun pouvait se douter : les pays riches, et États-Unis en particulier, vivent au-dessus de leurs moyens. La croissance se heurte d'ores et déjà à des obstacles qui ne sont pas sans lien avec la crise écologique : la crise financière a été précédée par une flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires qui sont autant de signaux d'alerte. Ces crises sont tellement liées que l'on peut se demander s'il ne s'agit pas en réalité d'une seule et même crise. Dans les deux cas, endettement et crise environnementale, l'avenir a été sacrifié au présent.

Cela pose question quant à la capacité de nos systèmes de décision, de notre soi-disant rationalité économique, à relever le défi du long terme. L'humanité n'a jamais émis autant de gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère que depuis qu'on s'est mis à invoquer à tout propos le développement durable. Nul besoin d'insister sur cette « vérité qui dérange » (titre du film d'Al Gore), désormais présente dans tous les esprits. Face à cette dure réalité, les initiatives se multiplient, à tous les niveaux. En apparence, la mobilisation est impressionnante : entreprises, administrations, collectivités, associations, tout le monde y va de ses déclarations, plans d'actions et indicateurs. Pourtant, à y regarder de près, nous sommes encore dans la « drôle de guerre » : malgré toutes nos stratégies (nationales, européennes, voire mondiales si l'on prend au sérieux les textes issus des conférences internationales), lois, politiques, programmes, objectifs et indicateurs, presque rien ne change dans les faits.

Le développement durable est devenu notre mantra, la formule magique qui nous évite de désespérer face à nos contradictions. Elle nous projette dans un monde imaginaire où l'on n'aurait pas à choisir entre la sauvegarde de notre niche écologique et la poursuite d'une croissance prédatrice qui, jusqu'à plus ample informé, provoque son inexorable destruction. Partant de l'idée ô combien juste que

le souci de l'environnement ne doit pas faire oublier les hommes, on en vient à faire du développement durable une notion attrape-tout, l'expression d'un unanimité sans conséquence. On a parfois l'impression que la gesticulation politico-bureaucratique autour de cette notion permet d'éviter de regarder en face le mur vers lequel nous nous dirigeons et de préserver intacte notre croyance au progrès matériel infini. Or, pour celui qui accepte de voir la réalité telle qu'elle est, ce que nous appelons communément croissance économique n'est pas durable. Le progrès dont nous avons tant bénéficié depuis deux siècles est fondé sur l'énergie abondante et à bon marché, l'accumulation d'objets matériels et la destruction de la nature. Cela ne peut pas durer : si nous n'y mettons fin nous-mêmes, les lois de la nature s'en chargeront sans ménagement, à un prix qui risque d'être très lourd.

Progrès collectif

Face à ce constat, nombreux sont ceux qui pensent que la seule voie pour l'humanité est celle de la décroissance. En réalité, parler de décroissance n'est guère pertinent : à strictement parler, il n'est tout simplement pas possible de rebrousser chemin, de parcourir en sens inverse la voie du progrès matériel. Nous ne saurions plus vivre sans les multiples artefacts techniques dont nous sommes entourés (qui est prêt à se passer de son téléphone portable ?). Il faudrait être de mauvaise foi pour faire la fine bouche sur les bienfaits de la croissance. Au regard de notre confort d'existence actuel, nous avons toutes les raisons d'y être attachés. Arrêter cette marche en avant n'est guère envisageable. On continuera quoi qu'il arrive à innover et entreprendre, à accumuler des connaissances et des savoir-faire techniques. La volonté de progresser restera l'un des paramètres fondamentaux de l'aventure humaine. La vraie question n'est donc pas de savoir si nous allons continuer à nous développer, mais de comprendre quel type de développement est compatible avec la maintenance de notre biotope. Je pense pour ma part que l'expression développement durable n'est pas à rejeter, à condition de distinguer le développement de la croissance.

Quand nous parlons de croissance nous avons en vue un développement quantitatif et unidimensionnel, lisible dans le tracé ascendant d'une courbe. S'il doit se poursuivre, le progrès de l'humanité sera plus « qualitatif », multidimensionnel, exaltant les nuances subtiles du bonheur de vivre qui n'ont pas vocation à être traduites en chiffres. Cela ne veut pas dire qu'il faille tourner le dos à l'économie, mais au contraire redonner à ce terme son sens premier, celui que l'on a en tête quand on veut « faire des économies. » Nous devons, plus que jamais, être performants et efficaces, mais ce sera pour vivre mieux en consommant moins et non pour une accumulation sans fin. Il ne s'agit donc pas de faire quelques concessions à l'écologie en lui donnant le temps d'un Grenelle l'illusion qu'elle peut tenir tête aux lois de l'économie, mais d'inventer un nouveau modèle de progrès collectif. Le développement durable ne serait qu'un gadget s'il n'avait pas vocation à devenir le nouveau principe de mise en cohérence de l'action collective.

La rhétorique habituelle des « trois piliers » du développement durable (l'économie, le social et l'environnement) est peu satisfaisante : elle oriente vers l'idée de compromis entre les trois termes, alors que tout l'enjeu est de les intégrer dans une nouvelle approche du développement. L'image de trois piliers dont l'équilibre doit être maintenu ne tient pas tant sont dissemblables les enjeux et contraintes propres à chacun des domaines considérés. Il ne s'agit pas tant d'équilibrer trois types de préoccupations que de les intégrer dans un projet cohérent de développement à long terme. Quelle est la bonne manière d'articuler ces termes ? Osons une formule simple : les contraintes sont principalement écologiques, les finalités sont sociales et l'économie constitue la cadre de mise en cohérence hors duquel il est impossible d'agir.

L'intégration de l'économie et de l'écologie ne pourra se contenter de compromis plus ou moins boiteux entre la logique prédatrice et productiviste qui régit le processus d'industrialisation depuis deux siècles et, d'autre part, des impératifs écologiques qui lui seraient opposés de manière purement défensive. Tout l'enjeu est de produire du bien-être autrement, d'une manière qui respecte l'environnement. Pour cela, il n'est d'autre solution que de rapprocher nos écosystèmes industriels du fonctionnement équilibré et quasi cyclique des écosystèmes naturels. Pour devenir durable, l'économie doit devenir une « éco-économie » qui s'incorpore au fonctionnement de l'écosystème en imitant les mécanismes qui assurent la résilience du vivant.

Économie symbiotique

La fin de l'énergie à bon marché (1) et du « tout jetable » impose de repenser les fondements de l'économie, bien au-delà de la problématique habituelle de la régulation du capitalisme. Les limites avérées de notre pouvoir sur la nature imposent de considérer le système économique comme un sous-système de l'écosystème humain. Il en résulte notamment que le paradigme d'accumulation matérielle qui sous-tend notre conception actuelle de la croissance économique doit être abandonné au profit d'un paradigme symbiotique. En effet, comme l'observe Lester Brown, « dans la nature, les flux linéaires à sens unique ne survivent pas. Ils ne peuvent donc survivre longtemps non plus dans l'économie humaine, puisqu'elle fait partie de l'écosystème de la terre » (2). L'économie durable, si nous parvenons à l'inventer, sera une économie « symbiotique » dont le fonctionnement s'inspirera des mécanismes qui expliquent l'efficacité et l'extraordinaire résilience du vivant. Dans la nature, les espèces vivent en symbiose les unes avec les autres et avec leur environnement. Elles utilisent des ressources renouvelables et contribuent à les renouveler par leur activité et leur métabolisme. Les déchets sont recyclés et réutilisés dans des boucles courtes, principalement sous forme de nourriture pour d'autres espèces (y compris les transformations chimiques opérées par les micro-organismes). Rien ne se perd. Il n'y a pas d'accumulation matérielle, ni de ressources,

ni de déchets. L'incroyable complexité des systèmes naturels est le résultat de longs tâtonnements étalés sur des millions d'années, jalonnés d'innombrables échecs. Ce que la nature a inventé sous l'effet de la sélection naturelle, l'homme doit chercher à l'inventer en peu d'années par sa seule intelligence. Pour être plus concret, une économie symbiotique devrait s'efforcer de :

- minimiser les perturbations causées à l'environnement ;
- utiliser dans toute la mesure du possible des ressources renouvelables ;
- recycler les déchets dans des boucles courtes ;
- et enfin rechercher de nouvelles manières de répondre aux besoins en développant des interactions plus complexes entre producteurs et consommateurs.

Ces exigences opposent presque point par point l'économie symbiotique à l'économie industrielle et « minière », qui exploite des ressources naturelles sans se préoccuper de les renouveler et qui répond aux besoins en transformant les ressources rares en marchandises jetables. Ce n'est pas une vue de l'esprit : plusieurs concepts et modèles économiques développés ces dernières années dans la perspective du développement durable peuvent s'interpréter comme des mises en œuvre au moins partielles du paradigme symbiotique : le recyclage des déchets, l'écoconception des produits (conception des produits visant à augmenter leur durée de vie, faciliter leur réparation et le recyclage de leurs composants et à réduire l'impact de leur fabrication et de leur utilisation sur l'environnement), l'écologie industrielle ou « économie circulaire », et enfin l'« économie de fonctionnalités », dont l'une des concrétisations les plus visibles est le développement des services de location de véhicules (tel le Vélib parisien).

Biens collectifs

Mais les modèles que l'on vient d'évoquer ne sont pas seulement des modèles techniques. Ils supposent de nouvelles formes d'organisation, de coopération et de mutualisation des biens. Et ces changements n'iront pas sans bouleversements dans les modes de consommation et, en fin de compte, dans le fonctionnement de la société. Le capitalisme est fondé sur la consommation de marchandise et sur l'appropriation privée de la richesse sociale. Pour la plupart d'entre nous, être riche veut d'abord dire accumuler beaucoup d'objets matériels (maisons, voitures, ordinateurs, téléphones...). Or, le développement durable va mettre au centre du jeu économique des biens et des valeurs qui n'ont pas vocation à être appropriés par les individus, à commencer par les biens fournis par la nature comme le climat, l'air, l'eau et les êtres vivants. Largement ignorée par la plupart des analyses, cette évolution est susceptible de modifier profondément la logique du système capitaliste. Assez curieusement, peu de gens font le lien entre l'importance prise par les biens collectifs environnementaux et cet autre aspect du déclin de la marchandise qu'est la crise de la propriété intellectuelle et artistique. Or, dans la perspective d'un développement

davantage orienté vers l'immatériel, il est pertinent de rapprocher ces deux questions. Dans les deux cas, on peut penser que la défense de la propriété individuelle ne fournit pas la solution. L'une des clefs du développement durable est le développement d'une mentalité de copropriétaires responsables.

Où trouver la motivation pour changer ? Le développement durable, c'est à la fois plus d'État, plus de coopération internationale, plus de participation et d'initiatives décentralisées. Il s'agit de créer à tous les niveaux de nouvelles capacités d'action collective. Est-ce vraiment possible ? Les gens sont-ils capables d'entendre le langage de la vérité ? Ne risque-t-on pas de les plonger dans le fatalisme et le désespoir ? Comment échapper au sentiment que l'humanité a son avenir derrière elle ? Je pense au contraire que la vérité est toujours porteuse de sens, parce qu'elle donne un cadre solide pour agir. Quand on sait contre quoi il faut lutter, on refuse rarement le combat. Il ne faut pas sous-estimer la capacité des hommes à trouver par eux-mêmes un sens à la nécessité ; ils ont toujours su faire cela, et il n'y a pas de raison que nos contemporains n'en soient pas capables.

C'est une leçon des guerres : dès lors que le combat apparaît sensé, le consentement à combattre et la joie de vivre sont donnés par surcroît. Encore faut-il montrer une issue, tracer une perspective. Promettre « de la sueur, du sang et des larmes » n'a de sens que si l'on sait la victoire possible et désirable. Si le développement durable n'est pas un conte de fées, rien n'interdit d'y voir une utopie sociale à construire, une utopie du « style de vie ». Les champs à explorer pour inventer une vie meilleure sont immenses. Tout reste à faire, ou presque, que ce soit dans l'ordre de la connaissance scientifique ou dans celui du vivre ensemble. Prendre conscience de cela est une grande force.

Mais l'idée de style évoque avant tout la beauté. Pour l'homme, la beauté est toujours à portée de main, c'est son affaire, sa responsabilité de la créer. Vivre sous le signe d'une nécessité plus pesante n'exclut pas la beauté. Les deux sont même plus liées qu'on le pense généralement. Les hommes ont toujours su transcender la nécessité pour rejoindre la beauté du monde. À toutes les époques, sous toutes les latitudes, on la rencontre dans les objets les plus quotidiens, les bâtiments, les symboles liés aux grandes énigmes du sexe, de la violence et de la mort. Partout où l'homme affronte sa condition, la beauté peut surgir.

Le défi pour un être humain est toujours le même : consentir à la vie telle qu'elle est, l'appriivoiser et apprendre à l'aimer, à la voir sous un jour positif. Toute situation inédite appelle un imaginaire nouveau, une nouvelle idée de la beauté à conquérir. « Style de vie » pourrait signifier beauté en acte. Non pas la beauté des seules œuvres d'art, mais une beauté qui irriguerait toute la vie sociale, l'organisation de l'espace, les paysages, les conversations, les repas pris en commun, les fêtes et l'ensemble des relations humaines. Qui dira qu'il n'y a pas là des voies de bonheur à ouvrir ? Le développement durable ouvre de nouveaux champs à la beauté : moins obsédés par

la quantité, nous accorderons plus d'attention à la qualité (de l'environnement, de l'habitat, du vivre ensemble...). Utopie, certes, mais utopie nécessaire, parce qu'il faudra bien inventer une société où les hommes pourraient aimer vivre après avoir douloureusement mesuré les limites de leur pouvoir sur les choses.

(*) Auteur du livre « Le capitalisme est-il durable ? », Carnets Nord, 2008. Cet article reprend l'essentiel de l'intervention de Bernard Perret à la Semaine sociale du MOC 2008.

1 Il est possible de démontrer qu'aucune des solutions envisagées à la crise de l'énergie, y compris le nucléaire, n'est susceptible d'éviter une pénurie relative et une hausse importante des prix, sans même parler d'autres limitations relatives à l'artificialisation de l'espace, au déclin de la biodiversité, etc.
2 Lester Brown, « L'éco économie », Éd du Seuil, 2003, p. 206.